

Ils ont retrouvé le chemin de l'emploi

T É M O I G N A G E S

Réussira-t-il à inverser une courbe qui n'en finit pas de grimper ? Le 18 janvier, François Hollande doit dévoiler un vaste plan de lutte contre le chômage. Sans attendre les mesures présidentielles, la société civile expérimente des dispositifs qui prouvent leur efficacité. D'ex-chômeurs racontent comment ils ont retrouvé un emploi.

par **Marie-Valentine Chaudon**

CE DEVAIT ÊTRE le grand chantier du quinquennat de François Hollande. Las, de mois en mois, les chiffres du chômage n'en finissent pas de monter.

En novembre, 3,57 millions de personnes pointaient à Pôle emploi, et même 5,44 millions en considérant celles ayant déclaré une activité réduite. Le plan gouvernemental, qui sera détaillé par le président de la République le 18 janvier, devrait comporter des mesures fortes, avec, notamment, des formations supplémentaires pour 500 000 chômeurs et de nouvelles aides à l'embauche pour les PME. Ces nouvelles orientations se montreront-elles efficaces ? L'enjeu est de taille pour les millions de femmes et d'hommes, de jeunes et de seniors, privés d'emploi durable. Mais aussi pour l'avenir politique de la France.

En décembre, au lendemain de la poussée du Front national aux élections régionales, l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, en était convaincu : « Si on veut éviter que le Front national gagne la présidentielle,

il faut baisser le chômage et c'est l'intérêt de tous. » Le sénateur LR de la Vienne a alors lancé l'idée d'un « pacte républicain pour l'emploi », approuvé par l'actuel Premier ministre, Manuel Valls. Droite et gauche pourraient-elles vraiment mener ensemble une lutte énergique pour l'emploi ? Les députés ont d'ores et déjà montré l'exemple le 9 décembre 2015, en adoptant à l'unanimité la loi ouvrant l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », portée par ATD-Quart Monde depuis plusieurs années (*lire Pèlerin* n° 6933). Après validation au Sénat, ce projet pourrait donc bientôt être expérimenté dans plusieurs territoires de l'Hexagone. Selon un principe simple : transférer le coût de la prise en charge du chômage de longue durée à la création d'emplois durables et utiles pour la société. À l'instar du projet d'ATD-Quart Monde, d'innombrables idées germent un peu partout en France, dans les collectivités locales et au sein des associations. Les récits collectés ici le montrent, le retour à l'emploi passe le plus souvent par un accompagnement personnalisé. Des réussites de terrain qui ne demandent qu'à être multipliées. ●

BRUNO AMSELLEM





Florence Misset,
au chômage à plus
de 50 ans, n'a jamais
baissé les bras
et a su rebondir.





BRUNO ANSELLEM

FLORENCE MISSET

Lyon (Rhône)

“Je n’ai pas perdu confiance”

SUR LE MARCHÉ du travail, « être une femme et avoir plus de 50 ans, c’est la double peine », assure Florence Misset. En mai 2013, cette commerciale quitte son entreprise pour rejoindre une société qui cessera son activité à peine deux mois plus tard. Pour la première fois de sa vie, Florence se retrouve au chômage : « C’était difficile à avaler », se souvient-elle. Elle frappe alors à la porte de l’association Force Femmes*, dont l’accompagnement sera décisif dans un marathon semé d’embûches. « Entre janvier 2014 et juillet 2015, j’ai passé quarante entretiens, et douze fois j’ai été dans la dernière sélection de candidats, raconte Florence. C’est toujours la personne en face de moi qui a été prise : un homme à chaque fois. » Un scénario répétitif, difficile à vivre. « Il y avait de quoi se décourager, reconnaît Florence. Si je n’ai pas baissé les bras, c’est grâce à Force Femmes. »

Après chaque revers, elle retrouve un bénévole de l’association, ancien DRH, avec qui elle analyse les raisons de son échec. « J’ai compris que ce n’était pas lié à ce que je suis et je n’ai pas perdu confiance », précise-t-elle. En parallèle, elle a rejoint un groupe de femmes de l’association, de tous horizons socioprofessionnels, en recherche d’emploi. Ensemble, elles ont monté une pièce de théâtre. « Ce projet m’a portée, confie-t-elle. J’ai un mari, des enfants, mais on ne peut pas tout exprimer en famille. C’est important de pouvoir parler avec des gens qui vivent la même situation. » En juillet 2015, Florence a signé pour un poste de responsable commerciale régionale dans une société spécialisée en matériel de sécurité. Sa prochaine étape ? Rejoindre les bénévoles de Force femmes, « pour redonner un peu de ce qu’on [lui] a donné » ●

Dans plusieurs villes de France, Force femmes accompagne les femmes de plus de 45 ans sans emploi. www.forcefemmes.com



MARIE GENEL / PICTURETANK

ALAIN ROGER

Sarcelles (Val-d’Oise)

“J’ai créé mon propre emploi”

SA SOCIÉTÉ est encore dans une « couveuse » d’entreprises, structure qui aide les porteurs de projets, mais à 57 ans, Alain Roger est déjà très fier de son bébé. Avec « Alain’Proviste (1) », il propose aux particuliers et aux professionnels ses services de traiteur et de coach culinaire. Une reconversion qui sonne l’heure d’un nouveau départ pour cet ancien informaticien licencié en 2012. « Cela faisait vingt-neuf ans que je travaillais pour la même boîte, précise-t-il. On m’a fait comprendre que j’étais trop vieux et on m’a poussé vers la sortie. » Au cours de ses premiers mois de chômage, il épluche les annonces dans le domaine de l’informatique... En vain. « J’ai commencé à revoir mes prétentions à la baisse mais rien n’aboutissait, se souvient-il. Je me sentais très seul, n’y croyais plus, pensais que j’étais un gros nul. » Il ne trouve aucun secours auprès d’un Pôle emploi débor-

dé. Au bout d’un an et demi, dans un salon pour l’emploi, il entend parler de l’association Solidarités nouvelles face au chômage (2). Il contacte l’antenne de Bouffémont, à quelques kilomètres de chez lui. Elle lui propose un accompagnement personnalisé par un binôme de bénévoles. « Sans eux, je ne m’en serais pas sorti », dit-il aujourd’hui. Au fil de leurs rendez-vous réguliers, Alain reprend confiance et les conseils dispensés par les bénévoles de SNC l’aident à reconsidérer son avenir professionnel. « J’ai compris que je ne retrouverais pas de poste dans l’informatique et j’ai décidé de me lancer dans la cuisine : un vieux rêve... explique-t-il. J’ai créé mon propre emploi ! » Depuis, Alain n’a pas quitté SNC : il est devenu bénévole pour, à son tour, accompagner des chômeurs vers une vie meilleure. ●

(1) www.alainproviste.com

(2) L’association est présente sur tout le territoire. snc.asso.fr

BENJAMIN

Paris

“Une formation pour l'avenir”

BENJAMIN RÊVAIT d'une vie en musique. Il a abandonné le lycée à 17 ans pour se consacrer à sa passion et officie de temps en temps comme DJ. « Cela ne me permet pas de vivre », reconnaît-il. À 24 ans, il n'a aucune qualification mais aimerait faire des projets. À l'automne dernier, il entend parler de l'association Programme éducatif accompagnement pour la jeunesse* (Peaj), grâce à laquelle il décroche un emploi d'agent de sécurité. Un contrat d'insertion qui, via le projet « Tremplin d'avenir », devrait lui permettre d'accéder à une formation certifiante. « J'aimerais faire quelque chose dans le son », espère-t-il, fidèle à ses rêves. ●

* L'association Peaj lutte contre le chômage des jeunes depuis 2006. www.peaj.org

CLAUDINE ROCHETEAU

Besançon (Doubs)

Un accompagnement “sur mesure”

ELLE EST TELLEMENT contente d'avoir retrouvé un travail qu'elle lance : « J'y vais en courant ! » Depuis septembre, Claudine, 53 ans, fait la plonge midi et soir dans un restaurant de Besançon. Un contrat d'insertion – 35 heures par semaine payées au smic – décroché après trois années de recherches infructueuses. Arrivée en fin de droits, elle ne touchait plus que 500 € d'allocation spécifique de solidarité par mois. « Il était grand temps que je retrouve un travail », souffle-t-elle en évoquant pudiquement l'accumulation de factures et de loyers impayés.

Claudine a bénéficié de la démarche d'accompagnement global, mise en place en 2014 par le département du Doubs, en partenariat avec Pôle emploi. Un dispositif « sur mesure », financé notamment par des fonds européens, dans lequel les chômeurs sont suivis conjointement par un travailleur social et un conseiller Pôle emploi. « Ils m'ont aidé à trouver un emploi et à faire face à mes difficultés financières, explique Claudine. Aujourd'hui, j'ai encore des remboursements réguliers à assurer, mais pour moi, c'est une autre vie qui commence. » ●

RAPHAËL HELLÉ / SIGNATURES



EUGÉNIE BACCOT PHOTOGRAPHY

BRIGHITA MACAU

Talence (Gironde)

“J'ai désormais une qualification”

“**U**N CDI, ça change la vie », résume Brighita, 32 ans. Mère d'une fille de 13 ans, la jeune femme a alterné durant de longues années périodes de chômage et emplois précaires dans la restauration. « J'étais serveuse mais je vis seule avec mon enfant et les horaires ne sont pas adaptés, raconte-t-elle. J'ai distribué des dizaines de CV dans des magasins mais rien n'aboutissait. » Titulaire d'un diplôme de niveau bac + 2 en Roumanie, Brighita n'avait pas de qualification reconnue en France. En 2014, Pôle emploi l'oriente vers l'association girondine Fringuette, spécialisée dans la collecte et la vente de vêtements de seconde main. Pendant quatorze mois, Brighita y bénéficie d'un contrat



➤ d'insertion et d'une formation dispensée par le réseau Tissons la solidarité*. Un double cursus consacré à la couture et au métier de conseillère de vente, reconnue par le ministère du Travail. « J'ai désormais une vraie qualification, souligne Brighita. Ça fait la différence. » Au terme de son contrat d'insertion, en juillet dernier, elle signait un CDI à temps partiel dans une boutique de chaussures à Pessac. « La formation m'a offert de vraies compétences pour conseiller les clients », assure-t-elle. Aujourd'hui, Brighita rêve d'un poste à temps plein et, pourquoi pas, un jour, d'avoir des responsabilités. ●

* Fondé en 2004, le réseau œuvre en faveur de l'emploi des femmes dans le domaine du textile. www.tissonslasolidarite.org

VÉRONIQUE KREMBEL

Colmar (Haut-Rhin)

“La rencontre avant le CV”

LELLE N'A PAS COMPTÉ. Entre 2013 et 2015, Véronique Krembel a envoyé un « paquet de lettres », dont 90 % sont restées sans réponse. Aujourd'hui, cette ancienne visiteuse médicale de 52 ans a retrouvé un poste de commerciale grâce à un dispositif imaginé en 2006 par Paul Landowski, cadre au chômage : le Café contact de l'emploi* (CCE). Le principe ? Réunir autour d'un café des entreprises et des demandeurs d'emploi. Un « contact » direct qui fait la différence. « Le seul CV est limité, assure Véronique. Pouvoir se présenter, même en quelques minutes, ça change tout ! Et puis, on ne connaît pas toutes les sociétés qui recrutent. » Véronique a découvert la start-up pour laquelle elle travaille dans un CCE à Strasbourg. « C'est une entreprise jeune, avec des perspectives d'évolution », se réjouit-elle, les yeux braqués vers l'avenir. ●

* LE CCE, né en Alsace, a rejoint le mouvement citoyen Bleu Blanc Zèbre (www.bleublanczebre.fr) et va être dupliqué dans tout l'Hexagone. www.cafecontactemploi.fr

MANUEL AUBRY

Chantilly (Oise)

“Un microcrédit pour repartir”

L'HISTOIRE DE MANUEL est celle de la passion d'une vie : les chevaux. Titulaire d'un BTS, il a été paysagiste avant de revenir à ses premières amours. « Je me suis formé sur le tas en travaillant pour des cavaliers de concours, comme palefrenier puis comme cavalier d'entraînement », raconte-t-il. Pendant des années, il cumule les contrats précaires avant de partir travailler en Argentine. Dix jours après son retour, en 2012, il se fracture le genou en tombant dans un escalier. Immobilisé pendant six mois, il peine à se remettre en selle. Allocataire du RSA, il a alors l'idée de devenir auto-entrepreneur. Il finance l'achat

de son matériel équestre par un microcrédit de 3 000 € obtenu auprès de l'Association pour le droit à l'initiative économique* (Adie), qui l'accompagne également dans ses démarches administratives. Aujourd'hui, il travaille comme cavalier d'entraînement pour plusieurs clients réguliers, propriétaires et entraîneurs de chevaux de course. « Je gagne en moyenne 1 300 € par mois », confie-t-il, en songeant déjà à un autre rêve : ouvrir son propre centre d'entraînement pour jeunes équidés. ●

* Créée en 1989, l'Adie a permis la création de plus de 93 000 micro-entreprises en France. www.adie.org



MARIE GENEL / PICTURETANK